



NETANYAHOU PRÊT À SCELLER SA VICTOIRE

PATRICK KINGSLEY-

NEW YORK TIMES-3/11/2022

« Benyamin Netanyahu, (...) était prêt jeudi à sceller sa victoire aux élections générales, ce qui le mettrait en bonne voie pour redevenir premier ministre à la tête de l'un des gouvernements les plus à droite de l'histoire d'Israël.

(...) Cela permettrait à Israël, après cinq élections en moins de quatre ans, d'avoir un gouvernement uni avec une majorité cohérente pour la première fois depuis 2019.

La forte mobilisation de l'extrême droite est liée aux craintes des Juifs de droite concernant les menaces perçues sur l'identité juive d'Israël et leur sécurité personnelle. Une vague de troubles interethniques en mai 2021 a perturbé leur sentiment de sécurité, sentiment qui s'est aggravé quelques mois plus tard par l'inclusion, pour la première fois dans l'histoire d'Israël, d'un parti arabe dans la coalition gouvernementale.

Ces doubles préoccupations ont poussé certains Israéliens de droite vers des partis plus extrêmes lors de ces élections. Si la coalition dirigée par Netanyahu pourrait procurer un gouvernement stable, elle pourrait perturber le cadre constitutionnel et le tissu social d'Israël.

(...) en instance de jugement pour corruption, Netanyahu affirme qu'il n'utilisera pas son autorité pour changer ce procès. Mais certains de ses partenaires de coalition ont déclaré qu'ils feraient pression pour légaliser l'un des délits dont il est accusé, voire pour mettre complètement fin au procès.

Son retour mettrait également à l'épreuve certaines des relations diplomatiques d'Israël, notamment avec les États-Unis et les États du golfe Persique avec lesquels Israël a récemment formé des alliances.

Netanyahu lui-même a supervisé la création de telles alliances au cours de son dernier mandat. Mais les priorités de ses nouveaux alliés de coalition sont susceptibles d'accroître les tensions avec les Palestiniens, ce qui pourrait mettre les partenaires

arabes et américains d'Israël en difficulté.

Ces tensions soulignent la complexité du retour de Netanyahu : (...) sa décision de s'allier à l'extrême droite, libre de toute contrainte des forces du centre ou de la gauche, conduit Israël vers l'inconnu.

Les alliés d'extrême droite de Netanyahu veulent affaiblir et réformer le système judiciaire israélien, en donnant aux politiciens plus de contrôle sur les nominations judiciaires et en relâchant le contrôle de la Cour suprême sur le processus parlementaire. Ces alliés pourraient faire de ces politiques une condition pour rejoindre sa coalition.

Ils veulent également mettre fin à l'autonomie palestinienne dans certaines parties de la Cisjordanie occupée et ont l'habitude de s'opposer à la minorité palestinienne à l'intérieur même d'Israël, ce qui fait craindre que le nouveau gouvernement n'exacerbe les tensions entre Arabes et Juifs en Israël et ne réduise tout espoir de mettre fin à l'occupation.

(...) Les experts en politique étrangère prédisent que Netanyahu (...) sera contraint d'emprunter un chemin inconfortable entre apaiser les alliés de la ligne dure au niveau national et éviter la confrontation avec les partenaires internationaux qui soutiennent une solution à deux États au conflit israélo-palestinien.

(...) Aaron David Miller, ancien haut fonctionnaire du département d'État, a déclaré que Biden et Netanyahu essaieraient d'éviter le conflit parce qu'ils ont d'autres priorités plus pressantes. Mais il a ajouté qu'« à tout le moins, il est probable que Biden et Netanyahu se dérangent énormément l'un l'autre ». 'Le caractère inédit du nouveau gouvernement israélien, le plus à droite de l'histoire d'Israël, c'est le moins que l'on puisse dire, va aiguïser les différences', a-t-il ajouté.

Netanyahu a été le principal architecte des relations diplomatiques historiques qu'Israël a nouées en 2020 avec le Bahreïn, le Maroc et les Émirats arabes unis, et sa réélection ne devrait pas modifier ces nouveaux liens. (...)

Si aucun des nouveaux partenaires d'Israël n'a renoncé à la cause palestinienne, les analystes

estiment que les dirigeants du golfe Persique considèrent désormais leurs propres intérêts nationaux comme une priorité immédiate plus importante.

'Du point de vue de n'importe lequel des États du Golfe, la normalisation est liée à leurs plans stratégiques à long terme et n'a pas grand-chose à voir avec le quotidien de la politique israélienne', a déclaré Elham Fakhro, chercheur au Centre d'études du Golfe de l'Université d'Exeter (...)

Tout comme il a accepté les accords d'Oslo dans les années 1990, après les avoir critiqués lorsqu'il était dans l'opposition, on s'attend également à ce que Netanyahu respecte un récent accord maritime avec le Liban, qu'il avait condamné lors de sa négociation.

Mais son élection pourrait rendre difficile l'officialisation des liens entre Israël et le pays arabe le plus influent, l'Arabie saoudite. Le gouvernement saoudien a (...) fait de petits gestes diplomatiques envers Israël, (...), mais a déclaré qu'il n'accepterait pas de relations diplomatiques pleines avant la création d'un État palestinien.

(...) En Israël, les adversaires de Netanyahu craignent que son retour ne donne du pouvoir aux figures les plus extrêmes de sa coalition. L'un d'eux, Bezalel Smotrich, veut être ministre de la Défense ; un autre, Itamar Ben-Gvir, veut superviser les forces de police.

Jusqu'en 2020, Ben-Gvir avait le portrait d'un colon israélien qui a abattu 29 Palestiniens dans une mosquée de Cisjordanie en 1994 accroché chez lui. Adolescent, Ben-Gvir a été interdit de service militaire car il était considéré comme trop extrémiste. (...)

Netanyahu a tenté de calmer les craintes concernant son retour (...) et a promis (...) qu'il dirigerait 'un gouvernement national qui s'occupera de tout le monde'.

Il s'est également engagé à guérir les divisions au sein de la société israélienne et a ajouté que le pays 'respecte tous ses citoyens'.

Mais nombreux sont ceux parmi la minorité palestinienne d'Israël, qui représente environ un cinquième de la population, qui restent sceptiques et craintifs. (...) »



MORT ET TRANSITION ÉCOLOGIQUE

ÉDITORIAL-EL PAÍS

31/10/2022

« À la veille du Sommet sur le climat COP 27, (...) les preuves irréfutables s'accumulent pour montrer l'ampleur de la crise climatique. En plus de l'expérience de températures anormales sous toutes les latitudes, la science est en train de détecter des faits nouveaux. L'Agence internationale de l'énergie vient d'avertir que la demande de combustibles fossiles a atteint un pic, ce qui fait grimper l'inflation et remet en question les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Le Programme des Nations unies pour l'environnement a expliqué que si les efforts de réduction des émissions ne sont pas intensifiés, d'ici la fin du siècle, la température moyenne aura augmenté de plus de 2,5°C, ce qui est loin de l'objectif fixé de 2°C et encore plus loin du 1,5°C souhaitable. The Lancet Countdown, (...) met en garde contre le fait que le réchauffement climatique aggrave les maladies cardiovasculaires et respiratoires et augmente les problèmes de santé mentale et l'insécurité alimentaire. Mais la mortalité augmente aussi dans des proportions qui ne peuvent être ignorées : 1,3 million de personnes sont mortes en 2020 des suites d'une exposition à la pollution atmosphérique, dont 117 000 en Europe. Face à ces chiffres, le Secrétaire général de l'ONU a évité toute rhétorique diplomatique : 'La crise climatique est en train de nous tuer'.

Lorsque (...) les négociateurs d'abord, puis, ensuite, les plus hauts dirigeants politiques du monde se réuniront en Égypte, ils auront sur la table deux grands horizons d'action : accélérer le plus possible la transition écologique pour supprimer au plus vite les énergies fossiles, et faire face à une crise globale provoquée par l'invasion de l'Ukraine, qui a entraîné un véritable bouleversement des marchés énergétiques mondiaux. Depuis que Poutine a commencé la guerre, nous sommes passés du débat sur le

retrait des incitations fiscales pour le diesel à la subvention du diesel et de l'essence ; les infrastructures gazières sont restaurées dans le monde entier, repoussant le moment d'abandonner le gaz ; la fermeture des centrales nucléaires dans des pays comme l'Allemagne est reportée ; et l'Europe même importe du gaz des États-Unis produit par la technique de fracking qu'elle-même rejette.

Nous sommes à la croisée où la route bifurque. Une direction conduit à accélérer la transition écologique et l'autre à la différer, au risque même d'atteindre un point d'irréversibilité. Que des décisions contradictoires soient prises dans la situation actuelle est une chose, que ces mesures se prolongent dans le temps et finissent par bloquer les décisions nécessaires en est une autre. Ce n'est pas un hasard si l'opposition aux politiques climatiques provient aujourd'hui davantage de positions 'retardatrices' que de positions 'négationnistes'. (...) »



LES FEMMES IRANIENNES VONT-ELLES GAGNER ?

THE ECONOMIST-30/10/2022

« Les dictatures ont tendance à tomber comme Ernest Hemingway disait que les gens se ruinent : petit à petit, puis tout à coup. Avec le recul, les présages peuvent être évidents. Le régime iranien corrompu, brutal et impopulaire de 1978 était assiégé par les manifestants et dirigé par un vieux Chah malade. L'année suivante, il fut rayé de la carte. Aujourd'hui, les manifestants iraniens appellent à nouveau au renversement d'un régime corrompu et brutal, dirigé cette fois par un vieil ayatollah malade, Ali Khamenei. (...) »

Les pessimistes rappellent que des manifestations de masse ont déjà secoué la théocratie iranienne, notamment en 2009 et en 2019, et que le régime les a toujours réprimées par les balles, la torture et la censure. Pourtant, il y a des raisons de penser que cette fois-ci (...) les fondations de la République islamique sont réellement en train de trembler.

Les Iraniens ont manifesté leur colère dans la rue depuis la mort en

détention de Mahsa Amini, une jeune fille de 22 ans arrêtée par la police des mœurs' de Khamenei pour le crime de ne pas avoir couvert jusqu'à la dernière mèche de ses cheveux. Les protestations de ce genre demandent du courage, étant donné la volonté du régime d'enfermer les manifestants derrière les barreaux. Pourtant, elles durent depuis des semaines. Et alors que la colère de 2009 était largement urbaine et de classe moyenne, après le vol des élections à un candidat plus ou moins réformateur, et que celle de 2019 était plutôt de classe ouvrière, déclenchée par une augmentation soudaine des prix de l'essence, les protestations actuelles ont éclaté dans tout le pays, impliquant tous les groupes ethniques et des personnes de tous horizons.

Les revendications des manifestants ne portent plus sur l'augmentation du bien-être ou l'assouplissement de telle ou telle réglementation oppressive, mais sur la fin du régime. 'Mort au dictateur !' est un slogan sans équivoque. Et elles sont dirigées par des femmes, ce qui leur donne une force inhabituelle. Le régime impose le port du hijab à coups de fouet. Cette règle, qui fait partie d'un dispositif plus large visant à assujettir les femmes, est largement rejetée. Ainsi, en retirant ou en brûlant simplement le foulard en public, les femmes envoient un message de défi qui se propage rapidement sur les médias sociaux, inspirant tous ceux qui s'opposent au pouvoir clérical. Certaines se coupent également les cheveux ou entrent dans les sections masculines des cantines étudiantes et sont accueillies par leurs compagnons à l'esprit moderne.

Le fait que le régime se sente menacé par ces démonstrations ouvertes de la morale du XXI^{ème} siècle est évident si l'on en juge par les complots présumés visant à kidnapper ou à assassiner Masih Alinejad, une New-Yorkaise qui incite les Iraniennes à partager des photos d'elles sans hijab. Cependant, les mollahs ont beau vouloir écraser ces femmes rebelles, ils ne peuvent pas être sûrs que les forces de sécurité obéiront à l'ordre de les abattre dans la rue, ni que la colère que provoquerait un féminicide de masse puisse être contenue. »



LE PRÉSIDENT LIBANAIS DÉMISSIONNE SANS REMPLACEMENT EN VUE

RAYA JALABI-FINANCIAL TIMES-31/10/2022

« Le mandat de six ans du président libanais Michel Aoun a pris fin lundi. La classe politique divisée du pays n'a pas réussi à se mettre d'accord sur un successeur, créant ainsi un vide qui risque de plonger l'État défaillant dans le chaos.

Le départ d'Aoun signifie que le Liban, qui connaît sa pire crise économique depuis des décennies, se retrouve dans la situation sans précédent d'être dirigé par un gouvernement intérimaire et de ne pas avoir de chef d'État. Cette situation fait craindre une crise constitutionnelle dans un contexte de manque de clarté quant aux pouvoirs de l'administration intérimaire.

La vacance de la présidence intervient alors que les législateurs n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur un nouveau président à quatre reprises cette année. Un candidat doit obtenir le soutien d'au moins deux tiers des députés pour réussir. Dans le cadre du système politique confessionnel du Liban, la présidence est réservée à un chrétien maronite. Le Liban n'a pas non plus de gouvernement opérationnel depuis les élections parlementaires de mai, les factions politiques rivales ne parvenant pas à se mettre d'accord sur la composition d'un cabinet. Une instabilité qui retarde les réformes nécessaires pour finaliser un accord avec le FMI afin de débloquer un prêt de trois milliards de dollars considéré comme essentiel pour soulager les difficultés économiques du Liban. »



MAROC-ALGÉRIE : LE ROI MOHAMMED VI INVITE LE PRÉSIDENT TEBBOUNE À RABAT

LE POINT AFRIQUE-02/11/2022

« Sa Majesté (Mohammed VI) a donné ses instructions pour adresser une invitation ouverte au président Tebboune puisque ce dialogue n'a

pas pu avoir lieu à Alger', a révélé à l'Agence France-Presse le ministre marocain des Affaires étrangères Nasser Bourita, (...), alors que se tient dans la capitale algérienne le sommet de la Ligue arabe, auquel ne participe pas le souverain chérifien.

Cette invitation, qui n'est pas nouvelle, s'inscrit également dans un contexte de crise aiguë entre les deux frères ennemis du Maghreb après la rupture de leurs relations diplomatiques, en août 2021, à l'initiative d'Alger dénonçant des 'actes hostiles' de son voisin.

Mohammed VI avait fait part (...) de son intention de se rendre à Alger, où il avait été convié en tant que chef d'État du Maroc par le président Tebboune. Mais 'aucune confirmation n'est venue (de la partie algérienne) à travers les canaux disponibles' après que la délégation marocaine à Alger s'est enquis des dispositions prévues pour accueillir le souverain chérifien, a expliqué Nasser Bourita. (...).

De son côté, dans un entretien avec une chaîne d'information saoudienne, le ministre algérien des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, avait regretté lundi une 'occasion perdue pour l'union du Maghreb et l'action arabe commune' en évoquant l'absence du chef d'État marocain. Réagissant aux déclarations de son homologue algérien selon lesquelles le président Tebboune aurait reçu protocolairement Mohammed VI à son arrivée à Alger, Nasser Bourita a estimé que 'ce genre de rencontre ne peut pas s'improviser dans un salon d'aéroport'.

Mohammed VI a réitéré à plusieurs reprises ces dernières années une 'main tendue' à l'Algérie, malgré la dégradation des relations bilatérales. 'Nous aspirons à œuvrer avec la présidence algérienne pour que le Maroc et l'Algérie puissent travailler, main dans la main, à l'établissement de relations normales entre deux peuples frères', avait plaidé en juillet dernier le souverain chérifien à l'occasion de la traditionnelle Fête du trône.

La coopération sécuritaire nouée par le voisin marocain avec Israël après la normalisation de leurs relations en décembre 2020 a exacerbé les tensions entre Alger et Rabat, déjà vives en raison de

profonds désaccords sur le territoire disputé du Sahara occidental, au statut ambigu depuis la fin de la colonisation espagnole en 1975. »



CRISE FINANCIÈRE EN ÉGYPTE : LE FMI MET 3 MILLIARDS DE DOLLARS DANS LA CAISSE

RFI/FRANCEPRESSE 28/10/2022

« Le Fonds monétaire international octroie à l'Égypte un prêt de trois milliards de dollars sur les quatre années à venir. Un prêt destiné à rétablir la stabilité des finances publiques égyptiennes et à lutter contre une inflation galopante. En échange de ce programme, les autorités égyptiennes ont laissé la livre se dévaluer de seize pour cent.

Freiner les importations, rétablir l'équilibre de la balance des paiements, stabiliser la monnaie, voilà ce qu'attend le FMI des autorités égyptiennes (...).

La recette est classique, elle n'en est pas moins douloureuse pour les consommateurs. Avec la dévaluation, ils voient les prix des produits importés se renchérir et leur portefeuille, déjà grevé par 15 % d'inflation, se vider un peu plus.

Pourtant Le Caire n'avait pas d'autre choix. L'Égypte subit depuis le début de l'année une série de chocs extérieurs. La guerre en Ukraine a fait bondir la facture céréalière et la hausse des taux d'intérêts américains a aspiré les capitaux placés dans le pays. Le 21 mars dernier, la livre avait perdu en un jour 17% de sa valeur. Avec cette nouvelle dévaluation, elle a plongé en sept mois de 47% (...).

Le Caire peut cependant se féliciter d'avoir convaincu ses partenaires de lui prêter main forte. Car en plus des trois milliards du FMI s'ajoute un autre milliard d'un fond de développement de l'institution, et surtout cinq milliards octroyés par diverses organisations internationales. L'Égypte fait partie, selon l'agence de notation Moody's, des cinq pays du monde les plus à risque de ne pas pouvoir rembourser leur dette extérieure, actuellement de plus de 150 milliards d'euros.

Malgré cette situation financière compliquée, l'économie égyptienne

fait preuve de résilience. L'industrie et les nouvelles technologies notamment se portent bien. Et parmi les grandes économies africaines, l'Égypte sera d'ailleurs cette année celle qui croîtra le plus, selon les économistes. »



L'UE, LE GAZ ET UNE BATAILLE PERDUE D'AVANCE

ÉDITORIAL-LE QUOTIDIEN
D'ORAN-23/10/2022

« Guidée par la France, l'Union européenne tente de faire un bloc soudé pour imposer un prix plafond à l'achat du gaz à l'international. Dix sept pays membres ont accepté l'idée sauf l'Allemagne (...). Fidèles à leur esprit économique cartésien et coutumier, les Allemands ne veulent pas s'engouffrer dans une aventure vouée d'avance à l'échec et recommandent aux Européens de garder les pieds sur terre. La position rigide des autorités allemandes sur le sujet n'a pas manqué de provoquer une forte dissension avec leurs homologues français mettant une nouvelle fois en exergue la fragilité et la faiblesse d'une union continentale qui sans l'Allemagne reste virtuelle.

Pragmatique et par anticipation, l'Allemagne a déjà pris les devants en mettant sur la table 200 milliards d'euros d'aide au bénéfice de sa population et de son économie pour parer aux incidences négatives des turbulences actuelles et à venir dans le marché international énergétique. La Norvège, grand producteur de gaz et important fournisseur, semble lui avoir emboîté le pas et il est douteux qu'elle soit encline à aller contre ses intérêts en s'intégrant dans une bataille pour réduire ses prix.

L'Allemagne a toujours manifesté de fermes réticences pour accompagner l'indolence économique de certains membres de l'Union, farouche à l'idée de supporter ce qu'elle définit comme une mauvaise gouvernance de leur part. Ce fut le cas dans la grande crise grecque qui a failli faire catapulte l'Union. Elle ne cesse pas de recommander aujourd'hui une grande prudence convaincue que l'intention de former un bloc d'achat européen commun de gaz face aux pays fournisseurs est une idée farfelue.

Elle souligne à juste raison que les pays asiatiques, à leur tête la Chine forte de la reprise de la cadence de son économie, ne seront certainement pas volontaires pour adhérer à une pression européenne marchande. Sous la pression de ses besoins énergétiques, l'Asie gardera toujours ses bras ouverts aux pays producteurs du Golfe et à leurs conditions. »



MOYEN-ORIENT : VERS DES MILLIONS DE DÉPLACÉS CLIMATIQUES ?

AL AHRAM HEBDO-30/10/2022

« Pluies rares, canicules et sécheresses : au Moyen-Orient, la région du monde la plus pauvre en eau, le changement climatique pourrait faire des millions de déplacés, charriant avec eux le risque d'une urbanisation néfaste pour l'environnement et même de conflits pour les ressources.

Déjà, '90 % des réfugiés de la planète viennent de territoires extrêmement vulnérables au changement climatique', note le HCR.

'Si les populations ne peuvent plus se nourrir ou travailler leurs terres, elles n'ont que peu d'alternatives au déplacement', explique Amy Pope, directrice adjointe de l'OIM.

En 2021, l'augmentation des catastrophes naturelles a forcé 'presque trois millions de personnes à quitter leurs maisons en Afrique et au Moyen-Orient, rappelle Mme Pope. Et nous pensons que la situation ne va faire que s'aggraver.

En Égypte, en 2060, le changement climatique pourrait avoir emporté la moitié du secteur agricole, selon les spécialistes du climat.

Outre la baisse de la production' agricole, 'il y a aussi l'attrait pour la ville, son mode de vie et ses services', nuance Florian Bonnefoi, chercheur rattaché au Centre d'Études et de Documentation Économiques, Juridiques et sociales (CEDEJ) au Caire.

Malgré tout, pour la Banque mondiale, en 2050, si rien n'est fait, il y aura 216 millions de migrants climatiques, des familles forcées de se

déplacer au sein même de leur pays, dont 19,3 millions dans les cinq pays d'Afrique du Nord. (...)

Naturellement, les populations convergeront vers les métropoles : Le Caire, Alger, Tunis, Tripoli, le corridor Casablanca-Rabat et Tanger.

Mais, prévient la Banque mondiale, ces 'foyers d'immigration climatique' sont eux-mêmes vulnérables à la montée des eaux.

(...) De tels regroupements 'augmentent la pression sur les ressources', prévient l'économiste Assem Abu Hatab, ce qui 'peut mener à des conflits violents' dans une région où l'agriculture représente 22 % de l'emploi.

Au Soudan déjà, les affrontements entre tribus pour l'accès à l'eau et à la terre font chaque année des centaines de morts. Ces derniers jours, dans le seul Etat du Nil Bleu, au moins 250 personnes ont péri dans ces combats.

Selon l'Unicef, sur les 17 pays les plus pauvres en eau du monde, 11 se trouvent au Moyen-Orient ou en Afrique du Nord.

En Iraq par exemple, si rien n'est fait d'ici 2050, 'avec un degré supplémentaire et 10 % de pluies en moins, 20 % de l'eau douce' du pays de 42 millions d'habitants risque de disparaître, privant un tiers des terres agricoles de leur irrigation, selon la Banque mondiale.

La Jordanie, l'un des pays les plus secs du monde, a dû doubler en 2021 ses importations d'eau d'Israël et la bande de Gaza, sous blocus de l'Etat hébreu, souffre d'une pénurie chronique d'eau depuis plusieurs années.

A Copenhague puis à Paris, la communauté internationale 's'est engagée à aider les pays en développement à faire face à l'impact du changement climatique' en accompagnant 'une pratique différente de l'agriculture et une meilleure gestion de l'eau', rappelle Mme Pope.

Début septembre, 24 pays africains l'exhortaient à respecter ses engagements au plus vite. Ils plaideront de nouveau leur cause à la COP27 (...).

Car il va falloir, affirme Mme Pope, 'trouver des sources alternatives d'emploi et donc de revenus' pour endiguer les migrations climatiques. »/